L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureau : 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

MERCREDI, 4 JUIN 1890.

PETITES ANNONCES.

PENSION privée, 216 rue Bourbon, entre St-Philippe et Dumaine. Prix modérés. 1er juin—1 juin

DEUX personnes ayant des meubles supérieurs en bois de chêne sculpté et désirant se défaire peuvent s'adresser au P.O. box No 908 de cette ville. 23 mai—2 sem

L'Académie française, espagnole et allemande (ou collège de Dalhear) No 208 rue Canal.

Enseignement de la langue anglaise aux étrangers par une nouvelle méthode. Conversation. Pas de classe. Leçons particulières. Danse et manières. 9 heures du matin à 9 heures du soir. 9 avril—

ON DEMANDE.

50 hommes dans une scierie à 8¢ par jour et nourri—gagnés. Passage payé. Delhonde, 49 Exchange Alley. 4 juin—1f

DEMANDES D'EMPLOI.

UN Français, Horticulteur et Fleuriste, pouvant donner de bonnes recommandations, désire trouver un emploi en ville ou à la campagne s'adresser à M. Cte Raymond, à l'office de l'Union Française, rue Rampart. 3 juin—3 f

A LOUER.

UNE maison ayant deux appartements à 3 et 4 pièces, cabinets et une salle à manger. Deux chambres dans la cour, eau, water-closets. La maison est située rue St-Claude près de l'encouragement Urseulines No 264. S'adresser 203 rue Broad. 3 juin—

A VENDRE.

VACHERIE à vendre, pour cause de changement d'affaires. 3 chevaux 17 vaches, charrette à lait et tous les ustensiles de vacherie. Pour plus amples informations s'adresser à J. B. Foirc, coin des rues Lafayette et Laurel et écurie à louer. 1er juin—1 sem

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de James F. Mace.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 87,071—Division C.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Mme Eliza T. Mace, administratrice de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

4 juin—4 5 12

Succession de William Henry Brooks.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans, No 29,234—Division E—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Mme Caroline H. Schoolcraft, administratrice de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

28 mai—28—juin 1 6.

Succession de Julius Nitsche.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 29,510—Division E—Avis est par la présente donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par August Baumann et Charles Miedling, exécuteurs testamentaires de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

29 mai—28—juin 3 7

Succession de Mme Louise Steinbecker, veuve de William Henry Schroeder.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans. No 29,160—Division E—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pourlesquelles le compte final présenté par Mme Caroline H. Groves, exécutrice testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

29 mai—28—juin 3 7

Succession de Louis C. Knepferte.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans, No 29,077—Division E—Attendu que Mme Veuve Louis C. Knepferte, administratrice, greffier de la Cour Civile de District, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de Louis C. Knepferte, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

29 mai—28—juin 3 7

Succession de George B. Bohr.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans, No 30,077—Division D.—Attendu que Mme Veuve George B. Bohr a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de George B. Bohr, décédé intestats; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

25 mai—25 29—3 juin

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE et de District pour la Paroisse d'Orléans.—Remy Klock vs ses créanciers.—No 29,852—Division D—Il est de Cour—Qu'une réunion des créanciers de l'insolvable Remy Klock soit convoquée et tenue par devant Ferdinand Kirchner, notaire, le 11 juin 1890, à 11 heures A. M. pour fixer les termes et conditions de la vente des propriétés foncières et personnelles rendues dans cette affaire, et pour voter sur toute autre matière nécessaire pour la dite vente.

Nouvelle-Orléans, 26 mai 1890.

[Signé] THOS. C. W. ELLIS, Juge.

Pour copie conforme :

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

27 mai—27—juin 3 9

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de la District pour la paroisse d'Orléans—No 30,344.—Division E.—Philip Schuman vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—Que la réunion des créanciers de défunt Philip Schuman soit et est par le présent accordée par la Cour au bénéfice des créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Henry R. Ker, notaire à son bureau No 164 rue Commune, cette ville, le MARDI, 24 juin 1890, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, d'élire un syndic et de voter sur toutes autres affaires qui pourront être soumises à leur considération et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne ou les biens du dit pétitionnaire soient suspendues ; et que Joseph Leonhard, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 21 juin 1890.

Signé: ALBERT VOORHIES, Juge.

Pour copie conforme :

JAS. D. RANKIN Député-Greffier

23 mai—23 27—1er juin

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—Dormitzer & Vorster vs Marx Crémieux—No 30,354—Division E—Ordre de Cour.—Une réunion des créanciers des pétitionnaires de la raison sociale de Dormitzer & Vorster composée de Charles Dormitzer et Arnold Vorster, soit convoquée et tenue pardevant Arthur McGuirk, Jr., notaire, en son bureau Morris Building, en cette ville, le MERCREDI, 25me jour de juillet 1890, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer et déterminer sur l'application des dits pétitionnaires, pour un répit et que dans l'intervalle toutes procédures contre la personne et les biens des dits pétitionnaires soient suspendues, et que M. A. Ducros, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 30 mai 1890

Signé: ALBERT VOORHIES, Juge.

Pour copie conforme :

JAS. D. RANKIN Député-Greffier.

27 mai—28—juin 3 7 21

ETAT DE LA LOUISIANE. — COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans—No 29,276—Division C—Philip Thompson vs ses créanciers.—Ordre de cour.—Que la première réunion ci-devant ordonnée par la Cour dans la présente affaire soit et est par la présente remise à la Chambre de Philip Thompson en cette ville, pardevant cet soussigné, notaire, pour le 24me jour de juin, 1890, dans le but de considérer et de voter sur l'appli-cation du dit pétitionnaire, et que dans l'intervalle toutes procédures contre la personne et les biens de Philip Thompson soient suspendues.

Nouvelle-Orléans, 23 mai 1890.

FRED D. KING, Notaire.

Que M. S. Dubuisson, Esq., avocat, soit appointé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.

Nouvelle-Orléans, 23 mai 1890.

F. A. MONROE, Juge.

Pour copie conforme :

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

24 mai—23—juin 30 24

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA Paroisse d'Orléans.—No 30,321—Division A.—Attendu que Mme Veuve S. E. Rundle a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de S. E. Rundle, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

30 mai—30 juin 4 8

Succession de Auguste Larrieu.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans. No 30,100.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Auguste Baumann et Charles Miedling, exécuteurs testamentaires de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

28 mai—28—juin 1 6.

Succession de Julius Nitsche.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 29,510—Division E—Avis est par la présente donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pourlesquelles le compte final présenté par August Baumann et Charles Miedling, exécuteurs testamentaires de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

29 mai—28—juin 3 7

Succession de Mme Louise Steinbecker, veuve de William Henry Schroeder.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans. No 29,160—Division E—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pourlesquelles le compte final présenté par Mme Caroline H. Groves, exécutrice testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

29 mai—28—juin 3 7

Succession de Louis C. Knepferte.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans, No 29,077—Division E—Attendu que Mme Veuve Louis C. Knepferte, greffier de la Cour Civile de District, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de Louis C. Knepferte, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

29 mai—28—juin 3 7

Succession de George B. Bohr.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans, No 30,077—Division D—Attendu que Mme Veuve George B. Bohr a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de George B. Bohr, décédé intestats; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

25 mai—25 29—3 juin

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE et de District pour la Paroisse d'Orléans.—Remy Klock vs ses créanciers.—No 29,852—Division D—Il est de Cour—Qu'une réunion des créanciers de l'insolvable Remy Klock soit convoquée et tenue pardevant Ferdinand Kirchner, notaire, le 11 juin 1890, à 11 heures A. M. pour fixer les termes et conditions de la vente des propriétés foncières et personnelles rendues dans cette affaire, et pour voter sur toute autre matière nécessaire pour la dite vente.

Nouvelle-Orléans, 26 mai 1890.

[Signé] THOS. C. W. ELLIS, Juge.

Pour copie conforme :

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

27 mai—27—juin 3 9

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de la District pour la Paroisse d'Orléans—No 30,344.—Division E.—Philip Schuman vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—Que la réunion des créanciers de défunt Philip Schuman soit et est par le présent accordée par la Cour au bénéfice des créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Henry R. Ker, notaire à son bureau No 164 rue Commune, cette ville, le MARDI, 24 juin 1890, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, d'élire un syndic et de voter sur toutes autres affaires qui pourront être soumises à leur considération et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne ou les biens du dit pétitionnaire soient suspendues ; et que Joseph Leonhard, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 21 juin 1890.

Signé: ALBERT VOORHIES, Juge.

Pour copie conforme :

JAS. D. RANKIN Député-Greffier

23 mai—23 27—1er juin

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—Dormitzer & Vorster vs Marx Crémieux—No 30,354—Division E—Ordre de Cour.—Une réunion des créanciers des pétitionnaires de la raison sociale de Dormitzer & Vorster composée de Charles Dormitzer et Arnold Vorster, soit convoquée et tenue pardevant Arthur McGuirk, Jr., notaire, en son bureau Morris Building, en cette ville, le MERCREDI, 25me jour de juillet 1890, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer et déterminer sur l'application des dits pétitionnaires, pour un répit et que dans l'intervalle toutes procédures contre la personne et les biens des dits pétitionnaires soient suspendues, et que M. A. Ducros, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 30 mai 1890

Signé: ALBERT VOORHIES, Juge.

Pour copie conforme :

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

27 mai—28—juin 3 7 21

ETAT DE LA LOUISIANE. — COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans—No 29,276—Division C—Philip Thompson vs ses créanciers.—Ordre de cour.—Que la première réunion ci-devant ordonnée par la Cour dans la présente affaire soit et est par la présente remise à la Chambre de Philip Thompson en cette ville, pardevant cet soussigné, notaire, pour le 24me jour de juin, 1890, dans le but de considérer et de voter sur l'application du dit pétitionnaire, pour un répit, et que dans l'intervalle toutes procédures contre la personne et les biens de Philip Thompson soient suspendues.

Nouvelle-Orléans, 23 mai 1890.

FRED D. KING, Notaire.

Que M. S. Dubuisson, Esq., avocat, soit appointé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.

Nouvelle-Orléans, 23 mai 1890.

F. A. MONROE, Juge.

Pour copie conforme :

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

24 mai—23—juin 30 24

ATTRAIT SANS PRECEDENT

PLUS DE DEUX MILLIONS DISTRIBUES.

L. S. L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature, dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public.

Par cette Compagnie a été ratifiée, par un vote populaire énorme, et reconnue par la présente Constitution de l'Etat, adoptée le 2 décembre 1879.

Les grands tirages extraordinaires ont lieu semestriellement (Juin et Décembre) et les grands tirages simples à chaque mois, ont lieu tous les autres dix mois de l'année, et ont tous lieu au public, à l'Académie de Musique, à la Nouvelle-Orléans.

Nous désirons, par les présentes, vous être présentés à tous les tirages mensuels et semestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui nous en donnons l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté. La plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.

G. T. Beauregard
Jubal A. Early
Commissaires.

Nous soussignés Banquiers et Banquiers particuliers tous les Lots gagnés dans les Loteries de l'Etat de Louisiane, qui seront présentés à nos comptoirs.

R. M. WALMSLEY, Pres. La. Nat. Bank
P. LANAUX, Prest. State Nat. Bank.
A. BALDWIN, Prest. N. O. Nat. Bank
CARL KOHN, Prest. Union Nat. Bank

TIRAGE SEMESTRIEL,

AU

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE-ORLEANS,

MARDI, 17 JUIN 1890.

GROS LOT: $600,000

100,000 Billets à $40 ; Demi-Billet, $20 ; Quart de Billet, $10 ; Huitième de Billet, $5; Vingtième de Billet, $2 ; Quarantième de Billet, $1 00.

LISTE DES LOTS :

1 Lot de	$600,000, sont	$600,000
1 Lot de	200,000,	200,000
1 Lot de	100,000,	100,000
2 Lot de	50,000,	100,000
2 Lot de	20,000,	40,000
5 Lot de	10,000,	50,000
10 Lot de	5,000,	50,000
25 Lot de	2,000,	50,000
100 Lots de	500	50,000
200 Lots de	300,	100,000
500 Lots de	400,	200,000

PRIX D'APPROXIMATION :

100 Lots de $1,000, sont		$100,000
100 Lots de	$800,	80,000
100 Lots de	$400,	40,000

PRIX TERMINAUX.

999 Lots de $200, sont		$199,800
999 Lots de $200,		199,800
2,144 Lots se montant à		$2,150,600

On demande des agents partout.

☞ Pour les prix à payer par les Clubs, on pour tout renseignement que l'on voudrait avoir, il faudra écrire lisiblement en donnant son adresse distincte et la Signature bien faite. On s'assurera un service plus rapide de la Poste en envoyant une enveloppe portant l'adresse en plein.

IMPORTANT.

Envoyez par Postal Notes, Express Money Order, ou mandat de New York, dans des lettres enregistrées. Monnaie courante par l'Express.

S'adresser à

M. A. DAUPHIN,

Nouvelle-Orléans, Lte.

Adresse vos lettres enregistrées ordonnant de Paryeur à la

New Orleans National Bank,

New Orleans La.

CHARTH.

ETATS-UNIS D'AMERIQUE.

ETAT DE LA LOUISIANE, — PAROISSE D'ORLEANS.

Ville de la Nouvelle-Orléans.

QUI SOIT SU que ce huitième jour de mai A. D. en l'an de grace mil huit-cent quatre-vingt dix, de la l'indépendance des Etats-Unis d'Amerique, la cent-unième année, devant moi, JOSEPH DENEY TAYLOR, notaire en et pour la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, dûment commissionné et qualifié, et en la présence des témoins ci-nommés et soussignés, personnellement ont comparu, les personnes dont les noms sont ici attachés, et ont déclarés que, se prévalant des articles et stipulations exprès et renfermés dans les statuts de l'Etat de la Louisiane, ils ont contracté et se sont engagés et par les présentes, contractent et s'engagent mutuellement et ceux qu'ils représentent et testes les personnes qui dans l'avenir, deviendront leurs associés, à former et constituer une corporation et corps politique en droit, dans le but et conformément aux articles, et stipulations et règlements qui suivent :

ARTICLE I.

Cette corporation sera connue sous le nom de "New Orleans Brewing Association" et aura son domicile sera en la ville de la Nouvelle-Orléans, Etat de la Louisiane ; et le président du Conseil d'Administration, ou en son absence, le secrétaire, sera la personne à laquelle seront adressées toutes assignations ou toute documents légaux. Ladite corporation existera, aura et jouira de la succession sous son nom d'incorporation, avec tous les droits, privilèges et pouvoirs pour vingt-quinze années, à partir de cette date et aura pouvoir et autorité de contracter, pourvu et dès e pourra être un nom d'incorporation avec le droit d'un nom d'un sceau d'incorporation avec le devise qui sera ultérieurement choisie, sceau qui pourra être changé comme on le jugera convenable ; d'élire et d'établir tels règlements qui conviendront pour l'administration des affaires de la dite corporation, lesquels pourront n'être incompatibles avec la constitution et les lois de la corporation ; de posséder, recevoir, acheter et transférer aussi bien que d'hypothéquer sous son nom tous immeubles ; d'en ratifier tout bail et nomination immobilière ; et d'ériger toutes les bâtisses, toutes les machines et tous accessoires nécessaires pour mener à bien les objets et fins de la corporation.

ARTICLE II.

Les objets et fins pour lesquels est fondée cette corporation sont déclarés être d'acheter et louer un terrain en la ville de ci-dessus, et pourvoir à la construire, maintenir et d'ériger une ou des brasseries, ou d'acheter une brasserie ou en brasseries déjà érigées et de fabriquer du lager beer et autres liqueurs de drèche et de vendre tous les produits de cette ou ces brasseries.

ARTICLE III.

Le fonds capital de cette corporation est ici fixé à la somme de cent mille dollars ($100,000) divisés en représentés par quinze mille actions de la valeur au pair de cent (100) dollars chacune, et ne pourra pas être augmenté sans un consentement même de leur souscription, ou de la façon ou aux dates que le conseil d'administration pourra bien fixer. Dès que le cent mille dollars ($100,000) du fonds capital de cette corporation auront été souscrits, cette charte prendra effet et les opérations actives de cette corporation commenceront.

Aucun souscripteur ne sera jamais tenu responsable des contrats ou des erreurs de cette corporation pour une somme plus élevée que le montant qui lui pourra être dû sur les actions auxquelles il aura souscrites. Pas plus qu'une simple informalité dans l'organisation ou dans l'exercice d'une telle droit de incorporation ou d'exposer aucun souscripteur à aucune obligation au-delà de la somme du reliquat dû s'il y en a sur leurs souscriptions.

ARTICLE IV.

Tous les pouvoirs de cette corporation seront exercés et toutes ses affaires conduites par un conseil d'administration qui sera composé de sept actionnaires, lesquels seront élus et formeront un quorum pour expédier les affaires et chacun de ces actionnaires aura un son propre droit un moins égale actions du fonds capital de cette corporation.

Le second mardi de mai A. D. 1892, et le second mardi de mai de chaque année subséquente, sept directeurs seront élus par balloting à un bureau de la corporation en la ville de la Nouvelle-Orléans, Etat de la Louisiane, le 23 P. M. élection dont avis au moins dix jours au préalable sera publié dans un moins un journal de la ville de la Nouvelle-Orléans ; et chaque personne ou par procuration, à un vote pour chaque action du fonds capital qu'il pourra avoir ; mais aucun proxy n'existera plus longtemps qu'il lui aurait été transférées dans les dix jours qui précéderont l'élection.

La majorité des votes donnée, un vote par action sur laquelle il sera voté, sera requise pour qu'il y ait élection.

Chaque Conseil d'administration commencera son mandat du mardi de mai suivant son élection ; at, à sa dernier réunion, élira de son sein un président et un vice président de même qu'un secrétaire, un trésorier et tels autres officiers subordonnés ou employés que pourront exiger les circonstances, lesquels Conseil d'Administration fera le traitement respectifs et définira leurs devoirs.

Si l'un quelconque des directeurs de cette corporation cesse d'être actionnaire durant son mandat, le Conseil d'administration déclarera vacante sa place, et en cas d'une vacance dans le Conseil d'administration résultant de la mort, la démission ou une autre cause, le Conseil dans les dix jours qui suivront la création de cette vacance, remplira celle-ci en nommant un autre actionnaire un de ceux qui auront qualité.

Le vice-président exercera les pouvoirs du président dans le cas ou ce dernier viendra à l'impossibilité d'agir ; et en cas de sa mort, de sa démission, le vice président deviendra président jusqu'à ce que le président soit élu ; élection qui aura lieu par le Conseil d'Administration à la plus prochaine vacance dans le Conseil se sera produite par la mort ou la démission du président, conformément aux règlements.

ARTICLE V.

Cet acte d'incorporation peut être changé modifié ou altéré, ou cette corporation peut être dissoute par vote affirmatif d'eux tiers des actions représentées et voiant et une majorité en montant de tout le fonds capital de la compagnie à un semblable meeting qui pourra être fixé par un directeurs de cette corporation convoqué dans ce but, et après que trente jours au moins du dit meeting auront été donnés par un avis soumis à la mure, sur le dit plan de B. Buisson, voyer, en date du 9 janvier 1839, ci-dessus décrite.

Troisièmement—Un autre morceau de terre dans ce quartier, borné par les rues Gravier et Commercial Place, dans le fond de la dite propriété deuxièmement décrite, mesurant toute pleds quatre lignes sur la ligne du fond de la dite propriété deuxièmement décrite sur une profondeur de vingt-trois pieds sur la ligne du côté qui le divise de celle appartenant à Mme Veuve Jos. Roy, de vingt-cinq pieds, plus ou moins, sur la ligne de côté vers la rue Carondelet et dans le fond seize pieds dix pouces, commençant à la ligne de fer marquée sur le plan ci-dessus suivant sur une ligne oblique de huit pieds six pouces, puis à peu près sept pieds sur une ligne droite, puis au point où finit la ligne de côté vers la rue Carondelet, étant la portion du fond du lot de terre, désigné par le numéro soixante-treize, sur le plan ci-dessus, levé par Peter Lisle comme président, Philip W. Diolmann comme vice président, et Ernest Pragel comme secrétaire, et les dits officiers ont fait rapport de leur levé au meeting des représentés jusqu'au troisième mardi de mai 1892, ou jusqu'à ce que leurs successeurs aient été dûment élus et qualifiés.

ARTICLE VII.

Chaque année fiscale se terminera le 30 avril de chaque année.

Les rapports des affaires de la Corporation sera préparé et une copie remise à chaque actionnaire qui exprimera le désir de l'avoir à chaque réunion annuelle pour l'élection des directeurs, indiquant en détail le montant des recettes et de l'actif de la Corporation, avec leur valeur ; l'exposé indiquera aussi le passif et renfermera telles autres informations de la situation de la ville pour donner une idée exacte et précise des affaires et de la situation de la Corporation. Cet exposé sera dûment signé par le président et le secrétaire de la Corporation.

ARTICLE VIII.

Quand cette corporation sera dissoute, soit par l'expiration de son terme ou pour toute autre motif, ses affaires seront liquidées conformément à la loi par trois commissaires qui seront choisis parmi les actionnaires, lesquels auront pouvoir de convoquer une réunion des actionnaires convoqué expressément dans ce but après trente jours d'avis inséré quotidiennement dans deux journaux français de la ville de la Nouvelle-Orléans. Ces commissaires, une fois élus fonctionnent une bonne et solvable caution et resteront en fonctions jusqu'au règlement final et à la liquidation des affaires. Une pluralité de tous les suffrages reçus à cette élection suffira pour élire les dits commissaires. En cas de démission ou de décès ou mort d'un des commissaires ou de plusieurs d'entre eux, la vacance sera remplie de la manière déjà fixée pour l'élection des commissaires, avec cette exception qu'il sera donné cinq jours d'avis au lieu de trente.

ARTICLE IX.

Tout membre du Conseil de Direction de cette Corporation aura le droit de désigner un actionnaire quelconque ayant les qualités nécessaires pour la représenter comme directeur à sa place aux meetings du Conseil de Direction, pendant son absence de la ville ; cette désignation sera faite par écrit et sera insérée au procès-verbal de la Corporation. Ce remplaçant, une fois désigné, exercera tous les pouvoirs et tous les privilèges du directeur absent, tant que durera l'absence de ce dernier.

Fait à mon bureau, en la ville de la Nouvelle-Orléans, au jour, mois et an ci-dessus mentionnés, en présence de Ernest Prapel et de Charles G. Rebentisch, témoins d'âge légal, résidant en cette paroisse, lesquels ont signé avec les dites partie et moi, notaire, après avoir le le tout.

Original signé :

PETER LISLE, PH. W. DIELMANN, H. LOUTE. J. LANGLOIS, THEO. BRUMMER, ERNEST PRAGEL, GEO. FAEHNLE. C. G. REBENTISCH, ALBERT P. NOLL, J. D. TAYLOR, Notaire Public.

Je, soussigné, conservateur des hypothèques, pour la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, certifie par les présentes que l'acte d'incorporation ci-dessus de "THE NEW ORLEANS BREWING ASSOCIATION" a été ce jour dûment enregistré en mon bureau, dans le livre 365, page 538.

Nouvelle-Orléans, 9 mai 1890.

(SCEAU) Signé: GEO GUINAULT, Conservateur des Hypothèques.

Je, Joseph Deney Taylor, notaire, en la paroisse d'Orléans certifie par les présentes que l'acte ci-dessus est une copie vraie et exacte de l'original de l'acte d'incorporation de la "NEW ORLEANS BREWING ASSOCIATION," ainsi que le certificat du conservateur des hypothèques pour la paroisse d'Orléans, qui y est attaché et enregistré dans mes archives de notaire.

Nouvelle-Orléans, 8 mai 1890.

(Signé) J. D. TAYLOR, Notaire.

17 mai—11 19 26—4 10 juin

THE NEW-ORLEANS BEE,

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

A Daily Newspaper, established on the 1st of September, 1827, and universally known throughout Louisiana and the neighboring States. The "Bee" is now published exclusively in French, and is the acknowledged organ of the Franco-American population. A very valuable family paper and specially recommended to those of our American readers, ladies and gentlemen, who wish to enhance their knowledge of the French language.

Subscription Terms :

By Mail—Payable in advance, postage prepaid.

Per annum, $12; six months, $6; three months, $3; one month, $1.

Weekly (8 double pages) published on Saturday Morning.

Per annum, $3; six months, $1.50; three months, $1.

ANNONCES JUDICIAIRES.

VENTES PAR LE SHERIFF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente importante par le Shérif Civil de chandelier de valeur, instruments, outils, cordes et de coton, divers, etc.

Dans l'affaire de Eugène Senlac, cydic vs Orleans Cotton Rope and Manufacturing Co.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 30,069—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique sur les lieux ci-après désignés, le jour et l'heure ci-dessous mentionnés, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

1e Jeudi, 12 juin 1890.

A 10 heures A. M., sur les lieux connus sous le nom de Orleans Cotton Rope Manufactory, rue Constance, entre Julie et St-Joseph.

Un lot d'outils de forgerons—enclumes—pilons—pulles à chaîne—chasse-rivoirs—en fer carré—tuyaux—boute de tuyaux—meules—vices—jackscrew—boute de tuyaux à gaz—pendules—balances—fil de fer—Wire patent—cordes—stock and dies—150 baquets à incendie en métal—papier à emballage—échelles—new and used clothing—sacs neufs pour emballer 50 pounds et daffer—spindle et huile de cylindre de 24 et 22 pouces—un baril de corde coton 3 plis—un rouleau de corde fil de coton, chevauches, fil, cordon—un lot de meubles de bureau et de meubles divers, conformément à un inventaire.

Et immédiatement après la susdite vente,

A l'entrepôt Nos 97 et 99 rue Juilie :

192 rouleaux de corde fil de coton 3/8 pou. dia.
110 " " " 1/4
89 " " " 5/16
2 paquets de corde
1 Lot de sacs en coton pour corde, carles, bobines, verre dépoli pour lucarne, shafting, ne vestes, harnais, tentes morceaux de fer, établis pour meub es, balances Fairbanks, appareil à charger, balances et fil de fer, 1 lot de clouting, pringle, ferblanc, creels en bois pour corde, corde en coton, meules, card clothing, courroies, Franklin machine cards, Franklin railway head et nombre d'autres articles, etc., selon un inventaire enregistré.

Et vendredi, 13 juin 1890.

Au moulin Chalmette, rue North Peters, entre la Manche et Amont, dans le troisième district de cette ville, à 11 heures A. M., 2 paires Curtis, Barr & Madley Mules, spindles, poulies, looms, yarn dévidoirs, cylinder washer, cardis soirs, rouleaux divers, etc., selon un inventaire enregistré.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

CHAS. W. DROWN,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.

31 mai—31—5 9 12 13

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de billets à ordre, etc.

Metropolitan Bank vs J. V. Charpentier.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans. No 24,529—En vertu d'un ordre de vente rendu le 23 mai 1890, moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Exchanges, No 72 et 74 rue St-Charles, entre la rue Gravier et Commercial Place, dans le premier district de cette ville, le LUNDI, 9 juin 1890, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Tous les droits, titres, intérêts, sur la propriété de Moses A. Bonsel dans le projet de Dossier de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, Divi ion D.

Saisi dans les affaires ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

CHAS. W. DROWN,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.

28 mai—28 31—4 9 juin

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente d'une propriété de résidence, spacieuse et de valeur, dans le Quatrième District, sur les rues Félicité et Ste-Marie, dans le carré d'iler borné par les dites rues et les rues Carondelet et St-Charles.

Michael Frank vs. Edward M. Lombard.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 30,133—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Exchanges, No 72 et 74 rue St-Charles, entre la rue Gravier et Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 14 juin 1890, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain terrain, ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, et toutes les droits, passages, servitudes et avantages qui y appartiennent, situés dans la Quatrième Paroisse de cette ville, borné par l'avenue de la Louisiane et les rues Toledano, St-Denis et St-Patrick, désignés par les numéros 18, 19, 20, 21 et 22, sur le plan d'une partie de la Ferme Delassize, en date du 4 octobre 1872 et annexé à l'acte d'investiture de la succession de Louis Fleuranje Deuzé, reçu par Lt. H. Pilié, le 16 et 17 octobre 1872, lesquels terrains mesurent, au pied américain, comme suit : Les terrains 18 et 19, chacun, 32 pieds de façade sur la rue St-Patrick sur 150 pieds de profondeur, entre lignes parallèles ; et les terrains 20, 21 et 22, chacun, 30 pieds de façade rue Toledano, sur 126 pieds de profondeur, entre lignes parallèles, étant la même propriété qui fut acquise par le vendeur par achat de la succession de Louis Deuzé, suivant acte passé pardevant Charles Stringer, ancien notaire, le troisième jour de décembre 1866, étant un acte de vente par la succession de E. Deuzé et Mme Marie A. Joseph H. Wilson. Les deux dits morceaux, deuxièmement et troisièmement décrits, formant ensemble un lot de trente pieds de façade sur une profondeur d'un pres soixante-trois pieds deux p